

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Prestations de sécurité, de gardiennage de locaux et de contrôle d'accès sur divers sites
de l'EPMO

Lot 1 : Prestations de surveillance des espaces d'accueil extérieurs et intérieurs du
musée d'Orsay en vue d'assurer la sécurité du musée, notamment par le respect du
règlement de visite, la gestion des flux et le contrôle Vigipirate des visiteurs

Marché public de Services

Application du CCAG-FCS

Procédure de passation : procédure adaptée (services spécifiques) ouverte en application des dispositions
des articles L. 2123-1 et du 3° de l'article R. 2123-1 à l'article R. 2123-7 du code de la commande publique

Technique d'achat : Accord-cadre mono-attributaire comportant une part forfaitaire et pouvant donner lieu à
l'émission de bons de commande en application du 1° de l'article L. 2125-1 et des articles R. 2162-1 à R.
2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

Article 1.OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet les prestations de services de surveillance courante et de surveillance ponctuelle et/ou exceptionnelle des espaces d'accueil extérieurs et intérieurs du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie.

Il est composé des deux lots suivants :

- Lot 1 : Prestations de surveillance des espaces d'accueil extérieurs et intérieurs du musée d'Orsay en vue d'assurer la sécurité du musée, notamment par le respect du règlement de visite, la gestion des flux et le contrôle Vigipirate des visiteurs. Cette mission de surveillance se caractérise également par une dimension d'accueil et d'orientation générale du public.
- Lot 2 : Prestations de services de surveillance des espaces d'accueil extérieurs et intérieurs du musée de l'Orangerie en vue d'assurer la sécurité du musée, notamment par le respect du règlement de visite, la gestion des flux et le contrôle Vigipirate des visiteurs. Cette mission de surveillance se caractérise également par une dimension d'accueil et d'orientation générale du public.

Chaque lot constitue un accord-cadre distinct, comprenant une part forfaitaire et qui donnera également lieu à l'émission de bons de commande en application du 1° de l'article L. 2125-1 et des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

Les prescriptions du présent CCAP s'entendent comme s'appliquant au lot 1.

Article 2.DESCRPTION DES PRESTATIONS

2.1 Prestations relevant de la part forfaitaire

Les caractéristiques techniques des prestations donnant lieu aux montants forfaitaires indiqués aux articles 5.1 à 5.4 de l'acte d'engagement sont décrites dans le CCTP du lot 1. Elles concernent principalement les prestations de surveillance courante, dont les rythmes et les délais d'exécution sont précisés dans la DPGF.

2.2 Prestations relevant de la part à commandes

Le lot 1 est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum pouvant donner lieu à l'émission de bons de commande de 1 200 000€ HT sur la durée totale de l'accord-cadre.

Les bons de commande pourront porter sur une ou plusieurs des prestations décrites au Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot 1. Elles concernent notamment les prestations de surveillance ponctuelles et exceptionnelles pouvant être demandées au titulaire en fonction des besoins de l'EPMO (ex : événements particuliers, soirées institutionnelles, nocturnes...).

Article 3. PRESTATIONS SIMILAIRES

L'EPMO pourra confier au titulaire des prestations similaires dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

Article 4. RESPONSABLES DES PRESTATIONS

4.1 Pour l'EPMO

Le suivi des prestations est assuré par le Directeur de l'accueil et de la surveillance, M. Milan Dargent ou son ou ses représentants dûment habilités à cet effet.

4.2 Pour le titulaire

Dès la notification de l'accord-cadre, et le cas échéant conformément à son offre, le titulaire désignera une personne habilitée à assurer la conduite des prestations et communiquera ses coordonnées au responsable des prestations de l'EPMO.

Si cette personne n'était plus en mesure d'accomplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement le responsable des prestations de l'EPMO par tous moyens et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise. A ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant, et d'en communiquer ses coordonnées au responsable des prestations de l'EPMO dans les plus brefs délais.

Article 5. GENERALITES

5.1 Organisation et contenu des prestations attendues

Le titulaire devra respecter l'ensemble des dispositions prévues dans le CCTP.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations de l'accord-cadre, ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui pourront être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment par l'interruption ou le report de toute opération décidée par l'EPMO.

5.2 Service minimal en cas d'arrêt de travail

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève des salariés du titulaire, ou tout autre motif relevant de la responsabilité du Titulaire, ce dernier sera tenu d'exécuter obligatoirement les prestations indispensables pour garantir la sécurité des musées d'Orsay dont les modalités ainsi que la durée seront au préalable soumis à l'agrément de la personne habilitée à engager l'EPMO ou son représentant.

5.3 Information sur les risques

En application des textes législatifs et réglementaires en vigueur, et notamment des articles R. 4512-2 et suivants du code du travail relatif aux mesures préalables à l'exécution d'une opération, le titulaire et l'EPMO procéderont avant le commencement des prestations à une information réciproque sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées.

Un plan de prévention des risques doit être élaboré dès la notification de l'accord-cadre au Titulaire. Le Titulaire sera tenu aux mêmes obligations avec ses sous-traitants.

5.4 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

5.4.1 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

La société doit fournir avec chaque dossier d'agent, lorsque le titre est exigible, une photocopie du titre.

5.4.2 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes physiques restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employée à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

5.4.3 Visites médicales du personnel titulaire

Le titulaire doit soumettre obligatoirement à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction. En outre, le titulaire doit soumettre son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la réglementation en vigueur.

5.5 Personnels du titulaire

5.5.1 Désignation des responsables

Le titulaire désigne les responsables de la conduite et de l'exécution des prestations qui devront recevoir l'agrément des représentants de l'EPMO. Ces responsables nommément désignés seront les seuls habilités à dialoguer avec les représentants de l'EPMO.

5.5.2 Personnel sur site

5.5.2.1 Qualification et formation du personnel

Les personnels doivent avoir les qualifications adaptées à la nature des prestations à mettre en œuvre. Ces qualifications sont décrites dans le CCTP du lot 1. Les personnels affectés doivent justifier des formations initiales,

continues et de recyclage permanent, telles que définies dans le CCTP du lot 1, ainsi que la qualification adaptée à la nature des prestations à mettre en œuvre.

5.5.2.2 Dossiers individuels et évolution des effectifs

Le titulaire doit fournir à l'EPMO un dossier individuel par agent, selon les modalités définies dans le CCTP du lot 1. Le titulaire doit informer l'EPMO de toute évolution dans les effectifs de la société affectée à la prestation. Dans ce cadre, il lui appartient de procéder à la récupération des badges fournis pour tout agent n'intervenant plus à la réalisation de la prestation et de les remettre à l'EPMO. Le non-respect de ces prescriptions ouvre droit à la mise en œuvre aux pénalités prévues aux articles 15.4 et 15.6 du présent CCAP.

5.5.2.3 Identification du personnel et tenues de travail

- Identification du personnel :

Tous les agents et personnel d'encadrement intervenant pour le compte du titulaire dans les locaux de l'EPMO, y compris les éventuels sous-traitants, doivent en permanence porter un badge fourni par l'EPMO ainsi que la carte professionnelle délivrée par l'employeur, indiquant le numéro de matricule attribué par le CNAPS. Aucun agent n'est admis dans les locaux de l'EPMO s'il n'est pas muni de ces deux documents.

- Tenues vestimentaires :

Le titulaire doit doter son personnel des tenues conformes aux normes définies dans le CCTP du lot 1. Toute défaillance dans le port de la tenue entraîne des pénalités prévues à l'article 15.5 du présent CCAP avec un retrait provisoire ou définitif de l'agent.

5.5.2.4 Mesures d'éviction ou de remplacement du personnel

L'EPMO se réserve le droit d'exiger à tout moment et sans indemnité l'éviction provisoire ou définitive de toute personne dont le comportement ou l'attitude nuirait gravement à la sécurité du site ou à l'image de l'EPMO. Cette mesure est de portée générale et définitive. Elle interdit notamment au titulaire d'affecter sur un autre site l'agent à l'encontre duquel a été prise la mesure d'éviction. L'EPMO peut également demander à tout moment, sans délai et sans avoir à motiver sa décision, le déplacement du salarié du titulaire et de ses sous-traitants. Le titulaire déclare faire son affaire des litiges avec ses salariés, ses préposés ou ses sous-traitants, qui trouveraient leur source dans une décision de remplacement, de déplacement ou d'éviction.

5.5.2.5 Étendue des obligations prévues à l'article 5.5

Les obligations prévues aux différents alinéas du présent article 5.5 « personnel du titulaire » s'appliquent aux salariés, préposés, sous-traitants, fournisseurs et intérimaires du titulaire. Le titulaire s'engage à les leur communiquer avant le début des prestations qu'ils doivent assurer.

5.6 Documents à remettre par le titulaire

Désignation du document	Destinataires	Délais et périodicité
Dossiers individuels et liste nominative des agents pour le site du Musée d'Orsay Lot 1	Responsables du projet EPMO	- huit jours avant le début d'exécution - en cours de marché, dès modification
Pour les travailleurs étrangers, le titre de séjour	Responsables du projet EPMO	- huit jours avant le début d'exécution - en cours de marché, dès modification (cf. article 5.4.1 du présent CCAP)
Registre de garde ou registre de fonctionnement pour chaque site	Responsables du projet EPMO	- huit jours avant le début d'exécution - mise à jour quotidienne et présentation tous les mois
Plan de prévention Global et celui des prestations spécifiques pour le Lot 1 – Musée d'Orsay	Responsables du projet EPMO	- Global : au démarrage de l'accord-cadre Par site : dans un délai d'1 mois - à renouveler annuellement

Le non-respect de ces obligations fait l'objet de pénalités prévues à l'article 15.6 du présent CCAP.

5.7 Reprise du personnel

Conformément aux dispositions de l'accord du 5 mars 2002 relatif à la reprise du personnel de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité étendue par les arrêtés du 25 juillet 1985 et 29 novembre 2012, le titulaire de l'accord-cadre devra procéder à la reprise du personnel en poste dans le cadre du précédent marché (les listes relatives aux personnels affectés au musée d'Orsay sont jointes en annexe du règlement de la consultation).

5.8 Obligation de résultats

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

Pour répondre à cette exigence, le titulaire met en place les agents et les matériels nécessaires à la bonne exécution de la prestation. Pour l'aider à faire l'évaluation des besoins, tant humains que matériels, il doit avoir pris connaissance des spécificités du site du Musée d'Orsay.

Le titulaire qui est réputé avoir une parfaite connaissance du métier s'engage à assurer et à garantir la sécurité-incendie et la sûreté des personnes, des biens et du bâtiment, tant à titre préventif qu'en intervention, en application de la réglementation en vigueur et conformément aux prescriptions de l'EPMO.

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du marché, l'EPMO y pourvoira par tous moyens qu'il jugera utiles, aux frais et risques de l'entreprise. Les mesures qui seront prises dans ce cas seront limitées à la durée de la grève.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par le pouvoir adjudicateur par tous moyens de droit. Leur montant pourra notamment être retenu sur les factures restant dues.

Article 6. CLAUSE DE REEXAMEN

6.1 Modification de la DPGF

Le musée d'Orsay entame, à compter de septembre 2025, des travaux de rénovation du parvis et de ses espaces d'accueil. Les travaux ont un impact direct sur la quantité des effectifs du titulaire, leur répartition dans les espaces ainsi que sur la désignation des postes de travail. En conséquence, le musée d'Orsay se réserve le droit de demander au titulaire les modifications d'effectifs et d'affectations nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des accès, de la sécurité et de l'accueil des publics pendant toute la durée des travaux.

Ces modifications pourront donc avoir un impact sur le phasage des périodes indiquées initialement, le nombre de postes et donc le montant indiqué dans l'Acte d'engagement et la DPGF, ainsi que le détail de l'annexe 3 à l'AE.

1. Mise à jour de la DPGF pour les prestations à venir

A chaque reconduction, afin de prendre en compte les éventuels aléas liés aux travaux précités qui pourraient impacter l'exécution des prestations à venir prévues au forfait, la DPGF sera mise à jour annuellement et en amont de la date anniversaire du marché, en accord avec le titulaire.

Cette mise à jour tiendra compte de la révision des prix prévue à l'article 12 du présent CCAP.

Il est entendu que dans le cadre de cet exercice, les prix unitaires ne pourront être modifiés.

Le Titulaire devra également mettre à jour, le cas échéant, l'annexe 3 à l'AE, selon les modifications demandées par la direction de l'accueil et de la surveillance (DAS) et ayant notamment impacté la mise à jour de la DPGF.

2. Constat de l'exécution des prestations de l'année « n-1 »

Trente (30) jours calendaires avant la reconduction du marché, le titulaire devra fournir un état récapitulatif des prestations réellement exécutées sur l'année « n-1 » et de leur montant. Il est entendu que dans le cadre de cet exercice, les prix unitaires ne pourront être modifiés. Cet état récapitulatif devra être validé par l'EPMO au regard des besoins exprimés au cours de l'année « n-1 ».

Si l'état récapitulatif fait apparaître une moins-value par rapport aux règlements effectués au titulaire en application de l'article 13.2 du présent CCAP, le titulaire établira un avoir au profit de l'EPMO **qui sera adressé en même temps que l'état récapitulatif**.

Après validation de l'état récapitulatif par l'EPMO, cet avoir sera imputé sur les factures de l'année suivante « n » et réparti de façon égale sur les 12 mois de la dite année. En cas de non –transmission de l'un de ces deux documents, la pénalité prévue à l'article 15.13 du présent CCAP sera appliquée au titulaire.

3. Modalités de notification des modifications prévues au 1 et 2 ci-dessus

La DPGF mise à jour, ainsi que l'annexe 3 à l'AE réadaptée (cf. article 2.4.3-2 CCTP), seront notifiés au titulaire dans un délai de 10 jours ouvrés minimum avant la date de reconduction du marché.

La notification comprendra également, le cas échéant, l'avoir établi sur l'année « n-1 » qui sera appliqué sur les paiements de l'année « n ».

La DPGF mise à jour et l'avoir, deviendront ainsi contractuels, leurs montants se substituant à ceux mentionnés dans l'Acte d'engagement et la DPGF initiaux, sans qu'il soit besoin de conclure un avenant au marché. L'annexe 3 à l'AE réadaptée deviendra également contractuelle et viendra compléter la DPGF mise à jour correspondante.

4. Dernière année d'exécution des prestations

A l'issue de la dernière année d'exécution, si l'état récapitulatif fourni par le titulaire et accepté par l'EPMO fait apparaître une moins-value par rapport aux règlements effectués en application de l'article 13.2 du présent CCAP, l'EPMO émettra une facture pour le montant correspondant, afin que le titulaire procède à son remboursement.

6.2 Ajout de prix

En application des dispositions de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié dans l'hypothèse suivante sans qu'il soit nécessaire de recourir à un avenant signé des deux parties.

Dans le cadre exclusif de la part à commandes, si des prestations s'avéraient nécessaires et qu'elles n'avaient pas été prévues dans le bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement, ces prestations ainsi que leurs prix unitaires pourront être intégrés au BPU dans les conditions suivantes :

- Le titulaire remettra au représentant de l'EPMO un nouveau bordereau des prix unitaires faisant apparaître de manière lisible (police de caractère d'une autre couleur) les nouveaux prix unitaires ainsi que le descriptif succinct des prestations associées (reprise du BPU initial avec les nouvelles lignes). Le représentant de l'EPMO pourra demander au titulaire que la description précise de ces prestations figure dans un document distinct du BPU intitulé « descriptif des prestations insérées dans le BPU »;
- Le représentant de l'EPMO analysera les propositions de prix unitaires ainsi transmises. Il pourra demander au titulaire de revoir les prix proposés s'il considérait ces derniers comme étant surévalués. Le titulaire pourra ainsi être tenu de démontrer que les prix proposés n'excèdent pas les prix couramment constatés et pratiqués pour les prestations en cause ;

- Après accord sur les nouveaux prix unitaires, le représentant de l'EPMO notifiera par ordre de service (OS) au titulaire le nouveau BPU ainsi que, le cas échéant, le document intitulé « descriptif des prestations insérées dans le BPU ». Ces documents seront rendus contractuels par la notification de l'OS : le nouveau BPU se substituera au BPU initial et le « descriptif des prestations insérées dans le BPU » constituera une annexe au CCTP ;
- A l'issue de cette notification, le représentant de l'EPMO pourra émettre des bons de commande sur la base de ces nouveaux prix.

Cette faculté est encadrée de la manière suivante :

- la liste des nouveaux prix ainsi insérés dans le BPU ne pourra excéder 5 postes supplémentaires à ceux figurant dans le BPU qui avait été joint à l'acte d'engagement au moment de la notification du marché. Le respect de ce seuil permet ainsi de garantir le maintien de l'équilibre économique du marché résultant de la mise en concurrence ;
- les nouveaux prix devront correspondre à des prestations relevant du périmètre du marché et ne pas conduire à une modification de l'objet du marché ;
- ces nouveaux prix pourront être intégrés soit en une seule fois (un seul ordre de service atteignant le seuil de 5 postes supplémentaires précité) soit en plusieurs fois (plusieurs ordres de service jusqu'à atteindre le seuil de 5 postes supplémentaires précité).
- Si des modifications devaient intervenir au-delà de 5 postes supplémentaires précité, un avenant devra être conclu conformément aux dispositions du code de la commande publique ;
- Il est entendu que la mise en œuvre de cette clause de réexamen n'entraîne pas la modification du montant maximum prévu pour la part à commandes et tel que mentionné à l'article 5.5 de l'acte d'engagement.

Article 7. FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD-CADRE

7.1 Exécution de la part forfaitaire de l'accord-cadre

Il est précisé que la notification de l'accord-cadre vaut commande des prestations faisant l'objet du montant forfaitaire annuel mentionné à l'article 5.1 de l'acte d'engagement, pour la première année d'exécution.

Chaque reconduction vaudra commande des prestations faisant l'objet du montant forfaitaire annuel mentionné à l'article 5 de l'acte d'engagement correspondant à l'année concernée, sous réserve de l'éventuelle mise à jour de la DPGF mentionnée à l'article 6.1 du présent CCAP.

7.2 Modalités d'émission des bons de commande

L'EPMO émettra des bons de commande en fonction de la survenance des besoins. Ces bons de commande préciseront les prestations dont l'exécution est demandée et en détermineront la quantité en faisant application des prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU).

Chaque bon de commande devra comporter les mentions suivantes :

- La référence au présent accord-cadre
- Le numéro du bon de commande
- La désignation des prestations
- Les prix unitaires HT conformes au BPU et les quantités à exécuter
- Le montant HT des prestations
- Le taux et le montant de TVA applicable
- Le montant total TTC

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans chaque bon de commande.

Des bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Néanmoins, le délai d'exécution d'un bon de commande ne saurait excéder de manière excessive la durée contractuelle de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de deux (2) jours calendaires pour présenter par écrit ses observations éventuelles au signataire des bons de commande, à compter de la réception de ces derniers.

En cas d'annulation d'une soirée ou d'un évènement ayant donné lieu à un bon de commande, le Titulaire pourra être dédommagé à hauteur de 50% montant dû si l'annulation a lieu moins de 48h avant la soirée ou l'évènement concerné. Dans le cas où l'EPMO annule dans un délai minimum de 48h avant la soirée ou l'évènement, aucun montant ne sera dû au Titulaire.

Article 8.ADMISSION DES PRESTATIONS

L'admission des prestations s'effectuera dans les conditions fixées à l'article 30 du CCAG-FCS.

8.1 Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison ou de l'exécution de la prestation conformément à l'article 27 du CCAG-FCS dans les conditions suivantes :

Les opérations de vérifications ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

8.1.1 Contrôle des registres de garde et mains courantes

Le registre de garde ainsi que les mains courantes devront être tenus à jour quotidiennement et présentés mensuellement au responsable du marché ou son représentant, dans le cas contraire la pénalité prévue à l'article 15.3 du présent CCAP sera appliquée.

8.1.2 Contrôle des effectifs

L'EPMO procédera à des contrôles des effectifs pour le site du musée d'Orsay. Le titulaire devra veiller à ce que les dossiers individuels et la liste nominative des agents du musée d'Orsay remis à l'EPMO soit conforme à tout moment à la réalité des effectifs.

8.1.3 Contrôle inopiné des locaux mis à la disposition du titulaire

L'EPMO se réserve le droit de procéder à des visites inopinées afin de s'assurer du bon entretien des locaux mis à la disposition du titulaire.

8.2 Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS par la personne habilitée à engager le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

En cas de désaccord sur les résultats des opérations de vérification quantitative ou qualitative effectuées par l'EPMO, le titulaire doit informer, par écrit et au plus tard dans les deux (2) jours ouvrables suivants, l'EPMO qui dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrables pour faire connaître sa réponse au titulaire.

Article 9. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-FCS.

Article 10. CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES

Il est fait application des articles 5.1 et 5.2 du CCAG-FCS.

Article 11. DEVELOPPEMENT DURABLE

L'EPMO est engagé dans une démarche de responsabilité sociétale ambitieuse inscrite dans le cœur de ses missions de service public et décrite dans la Stratégie RSO 2021-2024 disponible sur demande. Cette démarche recouvre l'ensemble des missions de l'Etablissement ; elle a pour objet l'intégration systématique des enjeux

sociaux et environnementaux dans toutes les activités. L'EPMO s'inscrit entre autres dans la transition écologique à travers trois axes d'action principaux : sobriété énergétique, décarbonation, économie circulaire.

L'EPMO œuvre à limiter l'impact de ses activités sur l'environnement notamment en promouvant un modèle de production et de consommation responsable visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre, la surexploitation des ressources naturelles, et l'émission de polluants et de substances dangereuses pour la santé.

Parallèlement, l'EPMO prend également en compte les enjeux sociaux dans ses marchés publics, avec un accent particulier sur l'insertion professionnelle, le retour à l'emploi et la lutte contre les discriminations. L'EPMO cherche à promouvoir l'inclusion sociale, en favorisant l'accès au travail pour les personnes éloignées du marché de l'emploi, notamment par des dispositifs d'insertion et de soutien aux structures du handicap et d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire devra donc :

- ✓ Favoriser l'insertion professionnelle, soutenir l'accès à l'emploi pour les publics vulnérables et contribuer à la lutte contre les discriminations.
- ✓ Limiter les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre, intégrer les principes de l'économie circulaire, former les salariés sur ces enjeux pour contribuer ainsi à agir en faveur des objectifs de la transition écologique.

11.1 Insertion sociale

11.1.1 Engagement du titulaire

Le titulaire s'engage à réaliser, sur la durée d'exécution du marché : un minimum de 800 heures d'insertion pour la première année d'exécution. Pour les années suivantes, l'engagement d'insertion représente 800 heures annuelles d'insertion.

Dès l'attribution du marché, le titulaire pourra consulter notre référent de la clause sociale (ci-après désigné « le référent ») représenté par le groupement d'entreprises SOLVHA et YLC CONSEIL (ci-après désigné SOLVHA – YLC CONSEIL) pour tout conseil et recommandation relatif à ces heures d'insertion.

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion. Toute action visant à permettre l'accueil de public jeune sera également comptabilisée.

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, le titulaire peut solliciter auprès de l'EPMO la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

À l'issue de chaque année d'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion est réalisé avec le référent à partir des données transmises du titulaire et validé par le référent, afin de rendre compte de l'évolution des personnes en insertion concernées et adapter si nécessaire les modalités de l'obligation d'insertion prévues au présent marché.

Les publics visés :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- Les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ;
- Les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage) ;
- Les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'École de la Deuxième Chance (E2C) ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance » ;
- Les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet ;
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, le référent SOLVHA-YLC CONSEIL, peut proposer d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de France Travail, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées.

Les coordonnées de notre référent SOLVHA-YLC CONSEIL sont :

1^{er} interlocuteur :

Clothilde Richard

clothilde.richard@meotec.com

2^{ème} interlocuteur :

Yann LE COZ

yannlecoz@ylc-conseil.fr

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelle que soit la structure qui porte leur contrat de travail, cependant l'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi.

11.1.2 Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation de chaque période annuelle.

L'attributaire doit désigner un responsable qui est l'interlocuteur privilégié de notre référent SOLVHA-YLC CONSEIL pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif sera réalisé en recourant à l'embauche directe par l'entreprise, modalité définie ci-après :

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par le titulaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 2 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur est nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein du titulaire et pour assurer leur suivi en liaison avec notre référent SOLVHA -YLC CONSEIL.

11.1.3 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, il est possible de prendre contact avec le référent SOLVHA- YLC CONSEIL aux coordonnées précisées à l'article 11.1.1.

Dans ce cadre, le référent a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;

- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

11.1.4 Le contrôle de l'action d'insertion

Le référent est associé à la réunion préparatoire de l'opération pour échanger avec le titulaire sur la mise en œuvre des heures d'insertion qui sont à réaliser.

Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé. À cet effet, il produit tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action (contrat de travail, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrant technique, factures des structures d'insertion...).

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités précisées à l'article 15.

En tout état de cause, le titulaire doit informer l'EPMO par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement afin d'étudier avec lui les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

À l'issue de l'exécution du marché, il est procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion. Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en parcours d'insertion formées durant l'opération.

11.2 Protection de l'environnement

a) Transmission dématérialisée des documents demandés au CCTP

Dans un souci de réduction de l'impact environnemental, tous les documents exigés dans le cadre du CCTP devront être transmis exclusivement par voie électronique. Le titulaire s'engage à :

- Regrouper les fichiers dans des formats compressés (ex. ZIP) lorsqu'ils contiennent plusieurs documents pour limiter leur volume ;
- Utiliser des formats numériques standards et interopérables (ex. PDF, XLSX, CSV) pour garantir la compatibilité et la réutilisabilité des fichiers ;
- Éviter les impressions papier, sauf demande expresse de l'EPMO pour des besoins spécifiques ;
- Optimiser les fichiers numériques en supprimant les éléments superflus (images haute résolution non nécessaires, métadonnées inutiles, etc.) afin de minimiser la consommation de ressources numériques.

Tout manquement à ces obligations pourra faire l'objet d'un rappel ou d'un ajustement des modalités de transmission en concertation avec l'EPMO.

b) Démarche d'écogestes lors de la prestation

Le titulaire s'engage à adopter des écogestes sur le lieu de la prestation afin de limiter au maximum les consommations d'énergie et à utiliser les ressources matérielles de manière responsable, notamment en :

- Limitant la consommation d'énergie en éteignant les équipements lorsqu'ils ne sont pas utilisés ;
- Réduisant le gaspillage de papier et autres consommables ;
- Préservant l'état du matériel mis à disposition pour en assurer une durabilité maximale.
- Utilisant autant que possible des transports plus propres pour se rendre sur le site (transport en commun, vélo, marche, etc...)

Pénalité : En cas de manquement constaté, une pénalité forfaitaire de 50 € par constat sera appliquée. Cette pénalité vise à encourager les bonnes pratiques énergétiques et à réduire les consommations inutiles afin de limiter l'impact environnemental des locaux.

c) Suivi des engagements et obligations de reporting annuel

Le titulaire reconnaît avoir pris des engagements à travers les clauses contractuelles et les éléments déclarés dans les critères d'attribution. Il s'engage à les respecter tout au long de l'exécution du marché.

Dans ce cadre, le titulaire devra transmettre chaque année, à la date indiquée par l'EPMO, une note synthétique d'un maximum de deux pages présentant les actions concrètes réalisées au cours de l'année écoulée afin de démontrer le respect des engagements pris.

En cas de non-transmission de cette note et après deux relances écrites de l'EPMO, une pénalité forfaitaire de 500 € sera appliquée. Cette pénalité sera renouvelable chaque mois tant que le document demandé ne sera pas transmis.

Article 12. PRIX DU MARCHÉ

Les prix des prestations sont des prix :

- Forfaitaires, pour les prestations courantes décrites à l'article 2.1 du présent CCAP.
- Unitaires, pour les prestations donnant lieu à l'émission des bons de commande prévus à l'article 2.2 du présent CCAP.

Ils sont définitifs et réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations (notamment dépenses d'équipement divers, équipements sanitaires, frais de déplacement, frais de repas du personnel du titulaire...).

Ils sont révisables et établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise des offres. Ce mois est appelé le « mois zéro » (M0).

Cette révision s'effectue annuellement à la date anniversaire de la notification du marché, et à l'occasion de la mise à jour éventuelle de la DPGF prévue à l'article 6.1 du présent CCAP, par application de la formule suivante :

$$P = Po \cdot (0,15 + 0,85 \cdot [0,50 \cdot (ICHT-M / ICHT-Mo) + 0,50 \cdot (I/Io)])$$

ICHT-M = Activités spécialisées, scientifiques, techniques – coût horaire du travail

I = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 80 – Services de sécurité - Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant : 010766543

Dans laquelle :

P : prix révisé,

Po : prix au mois M0,

ICHT-M : dernier indice ICHT-M connu à la date de révision des prix,

ICHT-Mo : Indice ICHT-M au mois M0.

I : dernier indice I connu à la date de révision des prix,

I : Indice I au moins M0

Le coefficient obtenu sera arrêté à la troisième décimale.

Lors de la reconduction du marché, il incombe au titulaire d'effectuer le calcul et de transmettre les prix révisés dont il soumet le détail, pour vérification et validation, à l'EPMO.

En cas de disparition de l'indice, les parties conviendront d'un indice de remplacement qui sera fixé par avenant.

Article 13. PAIEMENT DES PRESTATIONS

13.1 Avance

1. Une avance est versée au titulaire pour les prestations donnant lieu au forfait (DPGF) dans les conditions fixées à l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS et aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement.

L'avance versée est de 30% du montant total du marché pour le titulaire qui est une PME et de 5% pour les autres.

2. Pour les bons de commande correspondant aux prestations décrites à l'article 2.2 du présent CCAP, une avance est versée au titulaire dans les conditions fixées à l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS et aux

articles R. 2191-16 à R. 2191-19 du Code de la commande publique, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement.

L'avance versée est de 30% pour le titulaire qui est une PME et de 5% pour les autres.

Dans le respect des dispositions de l'article R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'imputera sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteindra 50% du montant toutes taxes comprises du marché. Il devra être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 80% du montant toutes taxes comprises du marché.

13.2 Paiement de la part forfaitaire

Le paiement des prestations forfaitaires s'effectuera par règlement partiel définitif mensuel des prestations effectuées le mois précédent, pour un montant correspondant à 1/12ème du montant annuel fixé à l'article 5.1 de l'acte d'engagement. La facture devra faire apparaître le montant relatif au site du Musée d'Orsay.

13.3 Paiement de la part à commandes

Les prestations seront réglées sur présentation d'une facture et au service fait pour chaque bon de commande émis sur la base des prix unitaires fixés dans le BPU.

13.4 Délai global de paiement

L'EPMO se libèrera des sommes dues par virement bancaire dans un délai de trente (30) jours à compter soit de la réception de la facture, soit de la date de fin d'exécution des prestations si celle-ci est postérieure à la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai, fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne, majoré de 8 points.

13.5 Cession ou nantissement de créances

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

Article 14. FACTURATION

14.1 Contenu des factures

En cas de cotraitance, le mandataire du groupement est seul habilité à présenter l'ensemble des factures à l'EPMO.

Chaque facture devra comporter, conformément aux dispositions de l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, notamment les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la raison sociale, le n° SIRET, le n° de TVA intra-communautaire et l'adresse du titulaire ;
- la désignation de la personne publique contractante à savoir l'EPMO ;
- le numéro de la facture ;
- le numéro du marché et du bon de commande ;
- la désignation des prestations effectuées ;
- le montant H.T. détaillé des prestations et les quantités ;
- le taux de TVA en vigueur et son montant ;
- le montant total TTC des prestations ;
- le numéro du compte bancaire du titulaire.

14.2 Obligation d'envoi de factures dématérialisées

En application des dispositions des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du code de la commande publique, le titulaire adressera sa facture au format électronique sur le portail mutualisé de l'État Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Il est rappelé que depuis le 1^{er} janvier 2020 (article 3 de l'ordonnance du ° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique), seul l'envoi d'une facture électronique est légalement possible et concerne tous les opérateurs économiques quelle que soit leur taille (grandes entreprises, ETI, PME et micro-entreprises). Ainsi, seules les factures déposées sur Chorus seront prises en charge, exception faite des cas de déficiences du portail.

14.3 Envoi des factures dématérialisées

Les factures sur déposées sur le portail Chorus Pro à l'aide des informations suivantes :

- Le SIRET de l'EPMO : 180 092 447 00010 ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro d'engagement juridique et le code service qui seront communiqués au titulaire après la notification du marché.

En cas de difficultés, le titulaire peut prendre l'attache du service en ligne du portail Chorus Pro.

Article 15. PENALITES

L'EPMO se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités au titulaire en cas de manquement dans l'exécution des prestations.

Par dérogation au 2^{ème} alinéa de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'EPMO n'invitera pas préalablement le titulaire à présenter ses observations.

En outre, il n'est pas fait application de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

Les pénalités sont les suivantes :

15.1 Pénalités pour retard, absence ou défaut d'agrément

En cas de retard dans la prise de fonction d'un agent, le titulaire encourra les pénalités suivantes :

- pour un retard inférieur ou égal à 15 minutes, il est prévu une pénalité de 50 € par constat et par agent retardataire,
- pour un retard de +15 à 30 minutes, il est prévu une pénalité de 100 € par constat et par agent retardataire,
- pour un retard supérieur à 30 minutes, il est prévu une pénalité de 150 € par constat et par agent retardataire,
- pour une absence totale de la tenue d'un poste, il est prévu une pénalité de 500 € par constat,
- pour l'absence totale d'un agent, il est prévu une pénalité de 400 € par constat,
- pour une absence constatée dans la continuité d'un poste de surveillance, il est prévu une pénalité de 50 € par constat et par poste non tenu.

De même, tout départ précipité d'un agent affecté sur une zone de surveillance, fera l'objet de pénalités assimilées aux retards, et calculées sur les mêmes bases.

L'affectation sans agrément de l'EPMO entraînera l'application des pénalités prévues pour absence constatée.

Ces pénalités peuvent être accompagnées, en cas de faute grave, d'une éviction temporaire ou définitive de l'agent, selon les mesures définies à l'article 5.5.2.4 du présent CCAP.

En cas d'absences répétitives dans la tenue des postes, celles-ci seront notifiées au titulaire sous forme d'un avertissement, trois avertissements peuvent entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

15.2 Pénalité pour absence de remise en état du bureau mis à disposition

Pour tout défaut d'entretien et/ou dégradation constaté du bureau et après avertissement par le pouvoir adjudicateur le titulaire encourt une pénalité de 500 € par constat s'il n'a pas remédié à ce défaut dans la semaine.

Les frais de remise en état sont à la charge du titulaire.

15.3 Pénalité pour non tenue du registre de garde ou registre de fonctionnement

En cas de non mise à jour quotidienne et non présentation mensuelle du registre tel qu'il est défini à l'article 11.1.1. du présent CCAP, il est prévu une pénalité de 500 € par constat de la personne habilitée à engager le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

15.4 Pénalité pour perte de badge d'identification

En cas de perte d'un badge d'identification tel que décrit à l'article 6.2.3 du CCAP, il est prévu une pénalité de 50 € par badge.

15.5 Pénalité pour défaut de tenue

En cas de non-respect des critères retenus dans le domaine vestimentaire, il sera appliqué une pénalité de 100 € par constat.

15.6 Pénalité pour retard de transmission par le titulaire des documents exigés

Une pénalité de 100 € est appliquée par jour de retard de transmission des documents prévus à l'article 5.3 du présent CCAP.

15.7 Pénalités pour défaut d'entretien des équipements et locaux mis à disposition

Une pénalité de 60 € par constat est appliquée pour non entretien des équipements ou locaux mis à disposition du titulaire.

15.8 Réfections pour remplacement ou réparations

Il est prélevé des réfections égales au montant des dégradations occasionnées par le titulaire pour réparations de matériels, locaux et équipements mis à sa disposition ou pour remplacement des moyens d'accès ou ensemble des fermetures, suite à des pertes ou des vols.

15.9 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion imputable au titulaire, ce dernier subira une pénalité égale à 50 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, le titulaire subira une pénalité égale à 75 € par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

15.10 Pénalités pour non-respect de la réglementation et les procédures liées à l'utilisation d'appareils électriques émettant des rayons X

En cas de non-respect des obligations relatives à la réglementation et les procédures liées à l'utilisation d'appareils électriques émettant des rayons X, il sera appliqué une pénalité de 100 € par constat.

15.11 Pénalité pour manquement à l'engagement à une démarche d'écogestes

En cas de manquement constaté à la démarche décrites à l'article 11.2 b) du présent CCAP, une pénalité forfaitaire de 50 € sera appliquée. Cette pénalité vise à encourager les bonnes pratiques énergétiques et à réduire les consommations inutiles afin de limiter l'impact environnemental des locaux.

15.12 Pénalité pour non remise de la note sur le suivi des engagements au titre de l'article 11.2 du présent CCAP

En cas de non-transmission de la note exigée à l'article 11.2 c) du présent CCAP, après deux relances écrites de l'EPMO, une pénalité forfaitaire de 500 € sera appliquée. Cette pénalité sera renouvelable chaque mois tant que le document demandé ne sera pas transmis.

15.13 Pénalité pour non transmission des documents (état récapitulatif, avoir et annexe 3)

En cas de non transmission dans les délais de l'état récapitulatif, de l'avoir, ou de l'annexe 3 réadaptée, exigés en application du 2° et du 3° de l'article 6.1 du CCAP, une pénalité de 200€ par jour de retard sera appliquée au Titulaire.

En outre, si ces documents n'étaient toujours pas transmis le premier jour de la reconduction, le montant de la pénalité s'élèvera à 500€ par jour de retard à compter du premier jour de cette reconduction.

Article 16. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations à condition d'avoir obtenu de l'EPMO l'acceptation de chaque sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement. Il est rappelé qu'en application des dispositions de l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, **le titulaire ne peut intégralement sous-traiter l'exécution des prestations du présent marché. Les prestations relatives à l'encadrement effectuées par le chef de site et d'équipe ne pourront être sous traitées.**

Si la demande d'acceptation et d'agrément n'a pas été faite au moment du dépôt de l'offre pour l'attribution du marché, elle pourra avoir lieu à tout moment pendant la durée du marché. A cette fin, le titulaire devra présenter un formulaire DC4 renseigné et disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> par sous-traitant.

Conformément à l'article 11.1.3 du présent CCAP, le marché ne prévoit pas comme modalité d'action d'insertion la possibilité pour le titulaire de recourir à la sous-traitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'Insertion ou une Entreprise adaptée.

Lorsque le montant des prestations est égal ou supérieur au seuil de l'article D.8254-1 du code du travail, le sous-traitant transmet l'attestation de régularité fiscale, de paiement des cotisations sociales et le document d'immatriculation.

La déclaration de sous-traitance doit en tout état de cause être adressée à l'EPMO avant tout début d'intervention du sous-traitant.

En cas de non déclaration d'un sous-traitant, le titulaire pourra se voir infliger une pénalité forfaitaire de 1 000 € ainsi qu'une pénalité de 100 € par jour calendaire, dont le point de départ est la date de découverte du sous-traitant non déclaré jusqu'à la date de notification de l'acte spécial par courrier recommandé avec accusé de réception.

Cette pénalité sera appliquée, le cas échéant, sans mise en demeure préalable, sur simple constat du manquement.

En outre, cette pénalité n'exonère pas le titulaire des risques de résiliation pour faute auxquels il s'expose conformément au e) de l'article 41-1 du CCAG-FCS.

En tout état de cause, le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du marché y compris celles qui sont sous-traitées.

Lorsque le montant des prestations sous-traitées est supérieur à 600€ TTC, le sous-traitant est payé directement par l'EPMO.

Article 17. ASSURANCE

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature qui pourraient être occasionnés aux biens ou aux personnes, de l'EPMO ou non, de son fait, ou du fait des biens dont il a la garde ou des personnes dont il est responsable.

Il s'engage, en conséquence, à contracter toutes les polices d'assurances nécessaires à la couverture de ces risques et à produire les attestations afférentes dans un délai de quinze (15) jours suivants la notification du marché et avant le début de l'exécution des prestations.

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations et renonce à tout recours contre l'EPMO, excepté en cas de faute ou malveillance de celui-ci.

Article 18. SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Le titulaire devra fournir tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution des prestations, les documents listés par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038318472/>

En cas de non remise des documents susmentionnés et après notification d'une mise en demeure restée infructueuse sous sept (7) jours :

- le titulaire pourra se voir infliger une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard après l'issue du délai imparti pour fournir les documents,
ou bien,
- le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

Le choix de l'alternative retenue relève de l'EPMO.

Article 19. RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE

1. Conformément à l'article 1 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la république, le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnes s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles apparences ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions.

Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnes s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

A ce titre, le titulaire informe l'EPMO des mesures mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du présent marché pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

2. Le titulaire veille à ce que toute personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du présent marché, notamment ses sous-traitants, s'assure également du respect des principes et obligations énumérés ci-avant.

Il s'assure à cet effet que les contrats de sous-traitance comportent les clauses nécessaires au respect de ces obligations, et fournira les contrats à l'EPMO si celui-ci en demande la communication, notamment à l'occasion des demandes d'acceptation de sous-traitants.

3. Le titulaire veille à permettre à tout usager ou agent de l'EPMO de signaler tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution du marché.

L'EPMO informe le titulaire, ou est informé par le titulaire sans délai de tout manquement à ces principes. Le titulaire informe l'EPMO des mesures prises pour y remédier.

4. Le Titulaire doit être en mesure de fournir à l'EPMO tout document ou outil de suivi des mesures destinées à assurer l'application des principes de laïcité et de neutralité.

5. En cas de constat de non-respect des obligations mentionnées ci-dessus, l'EPMO prononce :

- **une pénalité forfaitaire d'un montant de 500 €** à l'encontre du titulaire en cas de manquement établi de tout personnel placé sous son autorité, ainsi que de tout personnel placé sous l'autorité de l'un de ses sous-traitants, aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité, et notamment à l'interdiction de manifester ses opinions politiques ou religieuses, à l'obligation de traiter de façon égale toutes les personnes, et au respect de la liberté de conscience et de la dignité de toutes les personnes. Cette pénalité s'applique par manquement constaté ;
- **une pénalité forfaitaire de 250 € à l'encontre du titulaire** par jour d'absence d'action correctrice à la suite d'un manquement aux principes d'égalité, neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution du contrat. Cette pénalité s'applique par jour à compter du constat de la carence du titulaire à mettre en œuvre les actions correctrices prévues au contrat ;
- **une pénalité de 50€ par jour de retard**, après expiration d'un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la date de réception de la mise en demeure de produire les documents de suivi mentionnés au point 4 du présent article ;

Ces pénalités peuvent être cumulées le cas échéant.

Par ailleurs, en cas de cinq (5) manquements ou d'un manquement d'une particulière gravité, l'EPMO prononce la résiliation du contrat pour faute du titulaire, selon les modalités définies à l'article 41.1 du CCAG-FCS. L'EPMO notifie au préalable une mise en demeure au titulaire afin de l'informer de la sanction envisagée, et lui demande de présenter ses observations dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze (15) jours calendaires à compter de

la réception du courrier de mise en demeure. Si cette mise en demeure s'avère infructueuse, l'EPMO prononce la résiliation pour faute du contrat. La résiliation est prononcée aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 41.1 du CCAG-FCS. Ces sanctions contractuelles sont sans préjudice des sanctions pénales qui seraient prononcées suite à une plainte émanant d'un usager ou d'un tiers et visant le titulaire ou l'un de ses préposés en lien avec des faits de discrimination tels que définis par les articles 225-1 et suivants du code pénal.

Article 20. LITIGE ET RESILIATION

20.1 Litige

Le représentant de l'EPMO se réserve la faculté de régler à l'amiable tout différent éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations. Dans ce cadre, il sera fait application de l'article 46 du CCAG-FCS.

En cas de procédure contentieuse, le Tribunal Administratif compétent est le Tribunal Administratif de Paris – 7, rue de Jouy – 75 181 Paris Cedex 04.

20.2 Résiliation

L'EPMO se réserve la faculté de résilier le présent marché dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Article 21. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 7.2 du présent document déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS.

L'article 14 (pénalités) du présent document déroge au 2^{ème} alinéa de l'article 14.1.1 et à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.
